

PAR SDÉ et PAR COURRIER

Laval, le 20 janvier 2020

Steve Cadrin
Ligne directe : 514 392-5725
scadrin@dhcavocats.ca

Me Véronique Dubois
Secrétaire de la Régie de l'Énergie

Tour de la bourse
800, Place Victoria
2^{ième} étage, bureau 2.55
Montréal (Québec) H4Z 1A2

Objet: *Gazifère - Demande concernant la mise en place de mesures relatives à l'achat et la vente de gaz naturel renouvelable*

Réponses de l'ACEFO aux commentaires de Gazifère

Dossier : R-4113-2019, Phase 2

N/D: 5158-18

Chère consœur,

En réplique aux commentaires de Gazifère du 15 janvier 2020 dans le dossier mentionné en titre, l'ACEFO fournit à la Régie la réponse suivante :

La demande d'intervention de l'ACEFO dans le présent dossier de Gazifère, dans laquelle elle a énoncé plusieurs questions devant être débattues de façon préalable, a été déposée le 8 janvier 2020.

Or, dans le dossier d'Énergir R-4008, la Régie a soumis, le 10 janvier dernier, plusieurs questions de nature juridique (relatives à l'interprétation du Règlement, et de sa compétence en cette matière en vertu de la LRÉ) dont les procureurs des parties sont en train de débattre ((voir pièce A-0111 du dossier R-4008, ci-jointe).

Il s'agit, pour la plupart (sauf formulation), des mêmes questions que celles soulevées par l'ACEFO dans sa demande d'intervention dans le présent dossier.

Dans ses commentaires du 15 janvier dernier sur les demandes d'intervention du présent dossier, Gazifère conteste la pertinence - et l'utilité-même - de débattre des questions soulevées par l'ACEFO dans sa demande d'intervention.

Montréal

800, rue du Square-Victoria
bureau 4500
C.P. 391, Montréal QC H4Z 1J2

Laval

2955, rue Jules-Brillant
bureau 301
Laval QC H7P 6B2

Téléphone : 514 331-5010
Télécopieur : 514 331-0514
www.dhcavocats.ca

Ainsi, pour toute réplique aux commentaires du 15 janvier de Gazifère, l'ACEFO désire produire la lettre de la Régie, ci-jointe (pièce A-0111 du dossier R-4008-2017), en mentionnant que la Régie elle-même a jugé nécessaire d'examiner et de disposer de ces mêmes questions dans le dossier R-4008-2017 d'Énergir portant très exactement sur le même sujet.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, chère consœur, nos salutations les plus distinguées.

DHC Avocats



Steve Cadrin, avocat

SC/fn

p.j.

699333